



# Syndicat Unitaire des Personnels des Administrations Parisiennes

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 0144 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE PARIS

## Avec Barnier la poursuite des politiques antisociales de Macron Résistance !

Le SMIC ne sera revalorisé que de 2%, moins que l'inflation !

Le premier ministre nommé par Macron confirme la poursuite des politiques antisociales du président.

Des années de cadeaux aux plus riches comme aux grandes entreprises ont creusé les déficits. Ce sont les services publics et les droits sociaux (la retraite) qui en ont payé le prix.

**Barnier veut continuer la même politique avec une réduction massive des dépenses publiques** (45 milliards d'euros en tout) et une légère hausse des impôts pour les riches :

- Moins 15 milliards pour le budget de la sécurité sociale
- La revalorisation des pensions de retraite repoussée au 1er juillet 2025 (3 milliards - d'économie)
- Moins 5 milliards pour les collectivités locales alors que la Cour des comptes demande la suppression de 100 000 emplois de fonctionnaires territoriaux
- 15 milliards d'économie déjà prévus par le gouvernement précédent (emploi, environnement...)

Barnier veut durcir encore la lutte contre la « fraude sociale » c'est-à-dire la chasse aux plus pauvres qui tentent de survivre. Il n'entend pas abroger la réforme des retraites de Macron.

## Attaque massive contre les fonctionnaires

En plus de la baisse de 5 milliards pour les collectivités, **Barnier** annonce sa volonté de « **fusionner des services publics** » et de « **ne pas remplacer tous les fonctionnaires qui partent en retraite** ».

Le nouveau ministre de la fonction publique Guillaume **Kasbarian** est l'ex ministre du logement du gouvernement précédent. Il est à l'initiative d'une **loi qui criminalise les SDF et les mal-logés** contraints d'occuper des logements vides. Kasbarian veut relancer le **projet de loi** de son prédécesseur Stanislas Guerini (le salaire au mérite, la facilitation des licenciements) **visant à détruire le statut de la fonction publique** alors que d'ores et déjà un agent sur 4 est contractuel.

Ce statut et en particulier la garantie d'un déroulement de carrière protège en partie les missions d'intérêt général des fonctionnaires face aux possibles pressions politiques et hiérarchiques.

Préparons la résistance à ces projets de destruction sociale massive désavoués aux élections.

**Macron ne respecte pas la voie des urnes, nous n'aurons pas d'autre choix que de lui imposer la voix de la rue, dans l'unité des syndicats et des associations de défense des droits sociaux.**